

## Manifestation de la CSD à Sherbrooke

# 1 500 militants réclament du gouvernement plus de justice sociale

par Jacqueline de Bruycker  
Photos : Sylvain Roy

Les militants des quelque 400 syndicats affiliés à la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) provenant de toutes les régions du Québec se sont réunis, le 10 décembre 2003, devant le bureau de comté de Jean Charest, à Sherbrooke, pour dénoncer les politiques anti-syndicales et anti-sociales du gouvernement libéral.



Ils étaient plus de 1 500 manifestants venus clamer leur solidarité et réclamer du gouvernement plus de justice sociale.

« Nous sommes des femmes et des hommes horripilés par l'injustice, par l'arbitraire et par les iniquités. Nous sommes des femmes et des hommes qui, chaque jour, dans nos milieux de travail, par nos actions changeons le cours des choses. Nous sommes des femmes et des hommes qui, chaque jour, procurons toujours plus de bonheur aux membres que nous représentons en les défendant, en améliorant leurs conditions de travail, en donnant un sens au travail, en essayant de le rendre plus humain », a lancé d'entrée de jeu le président de la CSD, **François Vaudreuil** devant une marée de pancartes vertes et blanches.



Peu avant midi, une trentaine d'autobus avaient investi les environs du Centre des congrès de Sherbrooke, déversant des centaines et des centaines de personnes. La foule galvanisée par les slogans et les chansons, a rapidement envahi le terrain de stationnement, affichant sa déter-

mination dans la bonne humeur, plusieurs esquissant même des pas de danse au son de la musique endiablée des tamtams.

Suite à la page 26



Animateurs lors de ce rassemblement, Nathalie Trépanier, secrétaire du Syndicat démocratique des employés du Centre hospitalier d'Asbestos (CSD), Jean-Claude Dufresne, conseiller syndical, et Denis Vigneault, coordonnateur de la région de l'Estrie ont « chauffé » la foule.

Suite de la page 25

### **Vous n'avez pas été élu pour ça, M. Charest!**

Ce rassemblement s'est tenu sur le thème « Vous n'avez pas été élu pour ça, M. Charest », qui a également servi de toile de fond au discours du président, François Vaudreuil.

« M. Charest, durant la dernière campagne électorale, nous avez-vous clairement indiqué que vous priveriez les 10 000 chauffeurs d'autobus

scolaire des 85 millions \$ additionnels que les centrales syndicales avaient obtenus du gouvernement précédent pour financer le transport scolaire et ainsi aider les chauffeurs à sortir de la pauvreté? M. Charest, en reniant cette entente, vous avez posé un geste anti-travailleurs, anti-social puisqu'il maintient dans la pauvreté 10 000 personnes, qui gagnent entre 13 000 et 15 000 \$ par année. »

François Vaudreuil a enchaîné en accusant Jean Charest, par exemple, de ne pas avoir dit durant la campagne électorale qu'il légiférerait pour interdire l'accès à la syndicalisation aux 4 500 ressources intermédiaires et de type familial, qui ont la garde d'adultes souffrant de handicaps multiples, les privant ainsi de leur droit d'association et de négociation collective, tel que

le leur avait reconnu le Tribunal du travail. « Vous leur avez enlevé leur statut de salarié, aujourd'hui, il y a, au Québec, 4 500 personnes qui n'ont plus aucun statut dans la société. C'est ça votre projet de justice sociale, M. Charest? », a-t-il questionné sous les applaudissements nombreux de la foule.

Le président de la CSD a ensuite dénoncé l'arrogance du gouvernement, qui veut lui-même, unilatéralement, définir les unités de négociation dans le réseau de la Santé et des Services sociaux. « Depuis que le Québec a un Code du travail, ce droit appartient aux travailleurs. En se comportant ainsi, le gouvernement, l'État-employeur, agira



À l'occasion de la manifestation, la CSD a recueilli auprès des dirigeants de ses syndicats affiliés la somme de 2 566,46 \$. Ce montant a été remis à la Grande guignolée des médias de Sherbrooke. On aperçoit ici Wayne Wilson, conseiller syndical, exhibant les dons recueillis lors de cette collecte.

*exactement de la même façon que le pire des employeurs qui couche avec un syndicat dominé et qui lui impose la configuration de son unité de négociation », s'est-il exclamé alors que les slogans de la foule se faisaient de plus en plus incisifs envers le gouvernement Charest.*

Ce projet de loi qualifié, tout comme les projets de loi 7 et 8, d'anti-syndical prévoit aussi l'établissement d'un nouveau régime de négociation décentralisé qui, en raison des pouvoirs accordés à un arbitre médiateur en cas de mésentente, assurerait, au mieux, aux salariés la stagnation de leurs conditions de travail assujetties au nouveau régime.

Poursuivant la revue des projets du gouvernement, François Vaudreuil a accusé le Premier ministre de n'avoir jamais dit qu'il modifierait l'article 45 du Code du travail de manière à « permettre aux employeurs de démembrer leur entreprise pour recourir à leur guise à la sous-traitance sans que notre accréditation, nos conditions de travail, qu'on a acquises si durement, puissent être trans-

*férées. M. Charest, c'est un vol de nos droits et on ne vous laissera pas faire. »*

Le président de la CSD a insisté sur le fait que, si le projet de loi 31 était adopté tel quel, pas un travailleur syndiqué ne serait dorénavant à l'abri de perdre son emploi et de devoir recommencer à zéro après avoir donné dix ans, vingt ans, trente ans dans une entreprise. « C'est inacceptable », a-t-il affirmé pendant que la foule manifestait par des huées son mécontentement à l'égard du Premier ministre.

### Message au Premier ministre

François Vaudreuil a averti le Premier ministre que ces différents projets de loi portent en eux le germe d'un désordre social. Il lui a également rappelé que l'histoire ne juge pas la stature d'un homme d'État sur ses obstinations à imposer des choses à la population, mais bien sur ses réalisations.

*« Nous vivons dans une société démocratique, dans une société de droits que nous voulons préserver. Nos parents et nous, nous nous sommes battus pour édifier cette société, pour acquérir ces droits. Nous ne laisserons pas*

Suite à la page 28



La musique entraînante des tamtams a fouetté la bonne humeur des manifestants, poussant même plusieurs d'entre eux à esquisser des pas de danse.



Le dévoilement d'une caricature illustrant combien Jean Charest avait abandonné les valeurs libérales pour se faire l'apôtre de la droite conservatrice a déclenché parmi les manifestants une nouvelle vague de cris de colère et de dérision, pendant que s'agitait la marée des pancartes vertes et blanches.



Suite de la page 27

« votre gouvernement charcuter nos droits sans rien faire », a-t-il affirmé tout en invitant le gouvernement à choisir la voie de la paix sociale, en rétablissant le dialogue avec les centrales syndicales.

S'adressant ensuite aux dirigeants syndicaux, il leur a rappelé que leur responsabilité était de sensibiliser leurs collègues dans leur milieu de travail, les membres de leur famille, leurs amis et toute la population de leur région et de les inviter à se mobiliser contre les projets de loi odieux et

iniques que s'apprêtait à adopter le gouvernement Charest, pour que tous puissent continuer à vivre dans un Québec démocratique, préoccupé de justice sociale.

À la suite de la manifestation, les dirigeants des syndicats affiliés à la CSD se sont réunis afin de mettre un point final au plan d'action de la centrale pour les prochains jours. 